

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 22 juin 1994, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne", a donné le 6 février 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 juni 1994 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de teruggave van cultuurgooederen die op onrechtmatige wijze buiten het grondgebied van een Lid-Staat zijn gebracht", heeft op 6 februari 1995 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

1. Le projet gagnerait en clarté si, comme dans la directive 93/7/CEE du Conseil du 15 mars 1993 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre, l'ordre suivant était respecté pour la présentation des dispositions :

- 1° les définitions (1);
- 2° les dispositions relatives à l'autorité centrale et celles qui ont trait à la coopération requise avant l'introduction d'une action en restitution;
- 3° les dispositions organisant l'action en restitution;
- 4° la disposition de l'article 4, alinéa 2, selon laquelle "La propriété du bien culturel après la restitution est régie par la loi de l'Etat requérant".

Le projet sera revu en conséquence.

L'examen qui suit est fait sous la réserve de cette observation.

(1) L'on vise ici les définitions que contient l'article 1er de la directive 93/7/CEE, lesquelles sont reproduites de manière éparse dans le texte en projet. Par ailleurs, on n'omettra pas de reproduire la définition du mot "détenteur", que donne l'article 1er, 7°, de la directive.

2. Il résulte de l'article 23 de l'Accord sur l'Espace économique européen, signé à Porto le 2 mai 1992 et approuvé par la loi du 18 mars 1993, et du chapitre XXVIII de l'annexe II de cet Accord, inséré par la décision du comité mixte de l'EEE n° 7/94 du 21 mars 1994 modifiant le protocole 47 et certaines annexes de l'accord EEE (1), que la directive 93/7/CEE est relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement non seulement le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne, mais aussi celui d'un des Etats de l'Association européenne de libre échange auxquels la directive a été étendue.

En conséquence, outre les observations particulières qui seront faites à cet égard à l'occasion de l'examen du projet, mieux vaut éviter d'utiliser l'expression "Etat membre" -cette expression pouvant être comprise comme visant seulement les Etats membres de la Communauté européenne- et la remplacer par le mot "Etat".

Il est à noter, que dans le texte néerlandais de la loi d'approbation du 18 mars 1993, il est à tort fait référence à un "Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte"; le document en question s'appelle en réalité "Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte".

(1) J.O.C.E., n° L 160 du 28 juin 1994.

Examen du projet.Intitulé.

Compte tenu de l'observation générale n° 2, l'intitulé suivant est suggéré :

"Projet de loi relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire de certains Etats étrangers".

Dispositif.Article 1er.

1. Mieux vaut rédiger cette disposition en s'inspirant du texte de l'article 5, alinéa premier, de la directive 93/7/CEE. En outre, il doit être tenu compte de l'observation générale n° 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er. Lorsqu'un bien culturel ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne ou celui d'un Etat de l'Association européenne de libre échange auquel s'étend la directive 93/7/CEE du Conseil du 15 mars 1993 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre se trouve sur le territoire de la Belgique, cet Etat

.../...

peut introduire, à l'encontre du possesseur ou, à défaut, du détenteur, une action en restitution du bien.

L'action est introduite par une requête contradictoire (1) devant le tribunal de première instance de Bruxelles".

2. Les articles 569 et 627 du Code judiciaire seront complétés pour faire mention de la nouvelle compétence attribuée au tribunal de première instance de Bruxelles.

Article 2.

1. Pour le paragraphe 1er, devenant l'alinéa unique, compte tenu des explications du fonctionnaire délégué et de la proposition de texte faite au sujet de l'article 1er, le texte suivant est suggéré :

"Art. 2. La requête contient, à peine de nullité :

- 1° les mentions prévues à l'article 1034ter, 1°, 4°, 5° et 6° du Code judiciaire;
- 2° toutes les indications utiles relatives aux éléments suivants :

(1) Il n'est pas nécessaire de préciser que les articles 1034bis à 1034sexies du Code judiciaire sont applicables, puisqu'il ne s'agit là que d'un rappel de la règle formulée à l'article 1034bis de ce Code.

- a) l'identité de l'Etat requérant et la qualité de la personne qui le représente;
- b) l'identité et le domicile ou, à défaut de domicile, la résidence de la personne à convoquer".

2. Compte tenu de la proposition de texte faite au sujet de l'article 1er, le paragraphe 2 est inutile et doit être omis.

Article 3.

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ces paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa.

2. Dans le texte français du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, on remplacera le mot "demandeur" par le mot "requérant".

Article 5.

1. La division en tirets doit être remplacée par une division en 1º, 2º.

2. En ce qui concerne le premier tiret devenant 1º :

.../...

- a) dans le texte français, on remplacera les mots "les biens classés" par les mots "un bien classé";
- b) compte tenu de l'observation générale n° 2, on remplacera les mots "de chaque Etat membre" par les mots "d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat de l'Association européenne de libre échange auquel s'étend la directive 93/7/CEE";
- c) pour respecter scrupuleusement la terminologie communautaire, on remplacera dans le texte français les mots "comme faisant partie du trésor national, ayant une valeur artistique, historique ou archéologique" par les mots "comme trésor national de valeur artistique, historique ou archéologique";
- d) compte tenu de l'observation générale n° 2, on remplacera les mots "la CEE, du 25 mars 1957" par les mots "la Communauté européenne ou de l'article 13 de l'Accord sur l'Espace économique européen".

3. En ce qui concerne le second tiret, devant 2° :

- a) pour transposer complètement la directive 93/7/CEE, il convient d'annexer à la loi en projet le texte de l'annexe à la directive, plutôt que de se borner à y faire référence;
- b) on remplacera dans le texte français les mots "s'ils n'appartiennent" par les mots "s'il n'appartient";

.../...

- c) le texte figurant au littera b) sera précédé par le mot "ou".

Article 6.

Compte tenu de l'observation générale n° 2, on remplacera les mots "d'un Etat membre de la C.E." par les mots "d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat de l'Association européenne de libre échange auquel s'étend la directive 93/7/CEE".

Article 9.

1. A l'alinéa 1er, pour transposer fidèlement l'article 9, alinéa premier, de la directive 93/7/CEE, les mots "peut accorder" doivent être remplacés par le mot "accorde".

2. Dans la version française, les mots "a fait preuve" figurant à l'alinéa 1er, rapprochés de la présomption de l'article 2268 du Code civil, sont ambigus et apparemment contradictoires. Mieux vaut écrire : "... a exercé la diligence ...". Le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. En ce qui concerne l'alinéa 2, plutôt que de rendre applicables les articles 2268 et 2269 du Code civil,

.../...

mieux vaut reproduire les règles qu'énoncent ces dispositions.

4. Selon l'exposé des motifs, l'alinéa 3 "tente d'interpréter" le troisième alinéa de l'article 9 de la directive 93/7/CEE, dont la rédaction est jugée "quelque peu elliptique".

Cette manière de faire ne peut être admise.

En effet, elle méconnaît le principe selon lequel les dispositions de droit communautaire doivent faire l'objet d'une interprétation uniforme dans l'ensemble de la Communauté européenne.

Si des difficultés d'interprétation venaient à survenir à propos d'une telle disposition, c'est à la Cour de justice des Communautés européennes qu'il appartiendrait de se prononcer. Comme l'a déclaré celle-ci :

"Les Etats membres sont tenus de ne prendre aucune mesure susceptible d'affecter la compétence de la Cour pour se prononcer sur toute question d'interprétation du droit communautaire ..., ce qui implique qu'aucun procédé ne serait admissible par lequel la nature communautaire d'une règle juridique serait dissimulée aux justiciables" (1).

En outre, on ne peut manquer de relever que le texte en projet ajoute une précision que ne contient pas la

(1) 10 octobre 1973, aff. 34-73, Variola, Rec., p. 981.

directive lorsqu'il prévoit que la règle qu'il consacre s'applique "sans préjudice des règles applicables au transfert de propriété".

L'alinéa 3 doit être revu à la lumière de cette observation.

Articles 11, 12 et 14.

1. Ces dispositions sont à mettre en rapport avec les articles 3 et 4 de la directive 93/7/CEE.

Il résulte de l'article 4 de la directive que l'Etat belge doit justifier de ce que, lorsqu'il est l'Etat membre requis, des autorités belges ont le pouvoir d'assurer les tâches qu'énumère la seconde phrase de cette disposition.

A cet égard, le projet est incomplet.

En effet, les dispositions en projet ne peuvent être considérées comme satisfaisantes. Outre qu'elles sont rédigées en des termes peu clairs, elles ne font pas apparaître assez précisément par quels moyens l'Etat belge entend parvenir au résultat que fixe la directive, là où le droit en vigueur ne suffit pas. Certes, l'article 14 habilite le Roi à désigner les diverses autorités qui seront compétentes afin de remplir les missions qu'énonce l'article 4, seconde phrase, de la directive; mais l'on doit, à cet égard, observer que, pour assurer pleinement la transposition de la directive, il convient de prendre des disposi-

.../...

tions - en particulier des dispositions ayant pour objet de restreindre les droits et les libertés ou de régler la saisine et l'intervention des autorités judiciaires - qui relèvent de la compétence du législateur.

Les dispositions en projet doivent être fondamentalement revues à la lumière de cette observation.

2. En ce qui concerne l'article 11, il y a lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 107, alinéa 2, de la Constitution, c'est au Roi qu'il appartient de régler le fonctionnement et l'organisation des services d'administration générale. C'est donc au Roi, et non au législateur, qu'il appartient de désigner celui de ces services qui est chargé d'exercer les fonctions attribuées à l'"autorité centrale".

Article 13.

Cette disposition doit être insérée parmi celles qui sont relatives à l'action en restitution.

En outre, comme la loi en projet a pour objet de transposer la directive 93/7/CEE lorsque la Belgique est l'Etat membre requis, il y a lieu de remplacer les mots "l'autorité centrale de l'Etat membre requis" par une expression faisant référence à l'autorité centrale désignée par l'Etat belge.

.../...

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

Algemene opmerkingen.

1. Het ontwerp zou duidelijker gesteld zijn indien zoals in richtlijn 93/7/EEG van de Raad van 15 maart 1993 betreffende de teruggave van cultuurgoederen die op onrechtmatige wijze buiten het grondgebied van een Lid-Staat zijn gebracht, voor de inrichting van de bepalingen de hierna aangegeven volgorde in acht wordt genomen :

- 1° de begripsomschrijvingen (1);
- 2° de bepalingen betreffende de centrale autoriteit en die welke betrekking hebben op de aangezochte samenwerking voordat een vordering tot teruggave is ingesteld;
- 3° de bepalingen die betrekking hebben op de vordering tot teruggave;
- 4° het bepaalde in artikel 4, tweede lid, luidende : "De eigendom van het cultuurgoed na de teruggave ervan wordt door het recht van de verzoekende Staat geregeld".

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Het ontwerp wordt hierna onderzocht onder voorbehoud van deze opmerking.

(1) Hiermee worden de begripsomschrijvingen bedoeld die zijn opgenomen in artikel 1 van richtlijn 93/7/EEG, die in de ontworpen tekst her en der verspreid voorkomen. Voorts behoort ook de omschrijving van het begrip "houder", vervat in artikel 1, 7°, van de richtlijn, te worden overgenomen.

2. Uit artikel 23 van de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, ondertekend te Porto op 2 mei 1992 en goedgekeurd bij de wet van 18 maart 1993, en uit hoofdstuk XXVIII van bijlage II bij deze Overeenkomst, ingevoegd bij het besluit van het Gemengd Comité van de EER nr. 7/94 van 21 maart 1994 tot wijziging van Protocol 47 en sommige bijlagen bij de EER-Overeenkomst (1) blijkt dat richtlijn 93/7/EEG niet alleen betrekking heeft op de teruggave van cultuurgoederen die op onrechtmatige wijze buiten het grondgebied van een Lid-Staat zijn gebracht, doch ook buiten het grondgebied van één van de Staten van de Europese Vrijhandelsassociatie waarop de richtlijn mede van toepassing is verklaard.

Onverminderd de bijzondere opmerkingen die in dit verband worden gemaakt bij het onderzoek van het ontwerp, zou het daarom beter zijn het gebruik van de uitdrukking "Lid-Staat" te vermijden - ze kan immers aldus worden begrepen dat alleen naar de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap wordt verwezen - en ze te vervangen door het woord "Staat".

Op te merken valt dat in de goedkeuringswet van 18 maart 1993 ten onrechte sprake is van het "Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte; het desbetreffende stuk heet in feite "Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte".

(1) Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen, nr. L 160 van 28 juni 1994.

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Gelet op de algemene opmerking nr. 2, wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Ontwerp van wet betreffende de teruggave van cultuurgoederen die op onrechtmatige wijze buiten het grondgebied van bepaalde buitenlandse Staten zijn gebracht".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Het zou beter zijn deze bepaling te stellen naar het voorbeeld van de tekst van artikel 5, lid 1, van richtlijn 93/7/EEG. Voorts moet rekening worden gehouden met de algemene opmerking nr. 2.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1. Indien een cultuurgoed dat op onrechtmatige wijze gebracht is buiten het grondgebied van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap of van een Staat van de Europese Vrijhandelsassociatie waarop richtlijn 93/7/EEG van de Raad van 15 maart 1993 betreffende de teruggave van cultuurgoederen die op onrechtmatige wijze buiten het grondgebied van een Lid-Staat zijn gebracht, mede van toepassing is, zich op het Belgische grondgebied bevindt, kan die Staat tegen de

.../...

bezitter of, indien er geen is, tegen de houder een vordering tot teruggave van het goed instellen.

De vordering wordt bij een verzoekschrift op tegenspraak (1) ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel".

2. De artikelen 569 en 627 van het Gerechtelijk Wetboek moeten worden aangevuld, waarbij de nieuwe bevoegdheid wordt vermeld die aan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel wordt opgedragen.

Artikel 2.

1. Gelet op de uitleg van de gemachtigde ambtenaar en rekening houdend met het omtrent artikel 1 gemaakte tekstvoorstel, wordt voor paragraaf 1, die het enige lid wordt, de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 2. Het verzoekschrift bevat, op straffe van nietigheid :

1° de vermeldingen genoemd in artikel 1034ter, 1°, 4°, 5° en 6°, van het Gerechtelijk Wetboek;

(1) Het is onnodig te preciseren dat de artikelen 1034bis tot 1034sexies van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn, daar deze bepaling zich ertoe beperkt de regel vervat in artikel 1034bis van dat Wetboek over te nemen.

2° alle dienstige aanwijzingen betreffende de volgende gegevens :

- a) de naam van de verzoekende Staat en de hoedanigheid van de persoon die deze vertegenwoordigt;
- b) de identiteit en de woonplaats of, bij gebreke van een woonplaats, de verblijfplaats van de persoon die moet worden opgeroepen".

2. Rekening houdend met het omtrent artikel 1 gemaakte tekstvoorstel moet paragraaf 2 als overbodig vervallen.

Artikel 3.

1. Er is geen grond om een artikel in paragrafen te verdelen wanneer elk van die paragrafen slechts één enkel lid bevat.

2. In de Franse tekst van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, vervange men het woord "demandeur" door het woord "requérant".

.../...

Artikel 5.

1. De verdeling door middel van streepjes moet worden vervangen door een verdeling bij wege van 1^o en 2^o.

2. In verband met het eerste streepje, dat 1^o wordt, moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt :

- a) in de Franse tekst vervange men de woorden "les biens classés" door de woorden "un bien classé";
- b) gelet op de algemene opmerking nr. 2 vervange men de woorden "van een Lid-Staat" door de woorden "van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap of van een Staat van de Europese Vrijhandelsassociatie waarop richtlijn 93/7/EEG mede van toepassing is";
- c) teneinde de terminologie van de Gemeenschap nauwgezet in acht te nemen, vervange men in de Franse tekst de woorden "comme faisant partie du trésor national, ayant une valeur artistique, historique ou archéologique" door de woorden "comme trésor national de valeur artistique, historique ou archéologique";
- d) gelet op de algemene opmerking nr. 2 schrijve men aan het eind van deze bepaling "in de zin van artikel 36 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap of van artikel 13 van de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, voordat ... van de verzoevende Staat is gebracht".

.../...

3. In verband met het tweede streepje, dat 2^o wordt, moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt :

- a) wil men richtlijn 93/7/EEG volledig omzetten, dan moet bij de ontworpen wet de tekst van de bijlage bij de richtlijn worden gevoegd, veeleer dan dat men zich ertoe bepaalt ernaar te verwijzen;
- b) in de Franse tekst vervange men de woorden "s'ils n'appartiennent" door de woorden "s'il n'appartient";
- c) de tekst in punt b) moet worden voorafgegaan door het woord "of".

Artikel 6.

Gelet op de algemene opmerking nr. 2 vervange men de woorden "van een Lid-Staat van de E.G." door de woorden "van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap of van een Staat van de Europese Vrijhandelsassociatie waarop richtlijn 93/7/EEG mede van toepassing is".

Artikel 9.

1. Wil men artikel 9, lid 1, van richtlijn 93/7/EEG nauwgezet omzetten, dan schrijve men in het eerste lid :
"... gelast, kent de rechtbank aan de bezitter van het goed een al naar gelang van de omstandigheden van het gegeven

.../...

geval billijk geachte vergoeding toe, op voorwaarde dat ...".

2. In de Franse tekst zijn de woorden "a fait preuve" in het eerste lid, in samenhang met het vermoeden zoals bepaald in artikel 2268 van het Burgerlijk Wetboek, dubbelzinnig en klaarblijkelijk tegenstrijdig. Het zou beter zijn te schrijven : "... a exercé la diligence ...". Naar analogie van de in de richtlijn 93/7/EEG gebruikte terminologie schrijve men in de Nederlandse tekst : "... van het goed de nodige zorgvuldigheid heeft betracht".

3. In het tweede lid zou het, veeleer dan de artikelen 2268 en 2269 van het Burgerlijk Wetboek toepasselijk te verklaren, beter zijn de in die bepalingen vervatte regels over te nemen.

4. Volgens de memorie van toelichting "poogt (het derde lid) een uitlegging te geven" aan lid 3 van artikel 9 van richtlijn 93/7/EEG, waarvan de redactie als "enigszins elliptisch" wordt aangemerkt.

Deze werkwijze kan niet worden aanvaard.

Aldus wordt immers afbreuk gedaan aan het beginsel volgens hetwelk de gemeenschapsrechtelijke voorschriften in de hele Europese Gemeenschap op eenvormige wijze moeten worden uitgelegd.

.../...

Het staat aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen om uitspraak te doen over mogelijke interpretatieproblemen betreffende zulk een voorschrift. Het Hof heeft daaromtrent gesteld

"dat meer in het bijzonder de Lid-Staten gehouden zijn geen enkele maatregel te nemen, welke aan 's Hofs bevoegdheid zich over elke vraag van uitlegging van het Gemeenschapsrecht ... uit te spreken, afbreuk kan doen, hetgeen betekent dat elke handelwijze welke het gemeenschappelijk karakter van een rechtsregel aan de justitiabelen zou verhelen, ontoelaatbaar is" (1).

Bovendien valt op te merken dat de ontworpen tekst een precisering bevat die niet in de richtlijn is opgenomen, te weten dat erin bepaald wordt dat de desbetreffende regel toepasselijk is "onverminderd de regels die op de eigendoms-overdracht van toepassing zijn".

Het derde lid moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

Artikelen 11, 12 en 14.

1. Deze bepalingen moeten in verband worden gebracht met de artikelen 3 en 4 van richtlijn 93/7/EEG.

Uit artikel 4 van de richtlijn vloeit voort dat de Belgische Staat, wanneer deze de aangezochte Lid-Staat is,

(1) 10 oktober 1973, zaak 34-73, Variola, Jurisprudentie, blz. 981.

ervan moet doen blijken dat Belgische autoriteiten bevoegd zijn om de taken te vervullen die in de tweede zin van deze bepaling worden opgesomd.

In dat opzicht is het ontwerp onvolledig.

De ontworpen bepalingen kunnen immers niet als toereikend worden aangemerkt. Zij zijn niet alleen vrij onduidelijk gesteld, doch zij geven bovendien onvoldoende precies aan met welke middelen de Belgische Staat voornemens is de doelstelling te bereiken die de richtlijn vooropstelt wanneer het vigerende recht in gebreke blijft. Weliswaar kan de Koning volgens artikel 14 de verschillende autoriteiten aanwijzen die bevoegd zijn om de in artikel 4, tweede zin, van de richtlijn opgesomde taken uit te voeren, doch in dit verband moet worden opgemerkt dat met het oog op de volledige omzetting van de richtlijn bepalingen moeten worden aangenomen - inzonderheid bepalingen die de rechten en vrijheden beperken of die de aanhangigmaking bij en de bemoeiing van de gerechtelijke autoriteiten regelen - die tot de bevoegdheid van de wetgever behoren.

De ontworpen bepalingen moeten in het licht van deze opmerking fundamenteel worden herzien.

2. In verband met artikel 11 moet eraan herinnerd worden dat het krachtens artikel 107, tweede lid, van de Grondwet, aan de Koning staat om de werkwijze en de organisatie van het algemeen bestuur te regelen. Het is dus aan de Koning, doch niet aan de wetgever, om het bestuur aan te

.../...

wijzen dat ermede belast wordt de bevoegdheden uit te oefenen die aan de "centrale autoriteit" worden toegekend.

Artikel 13.

Deze bepaling moet voorkomen onder de bepalingen die betrekking hebben op de vordering tot teruggave.

Aangezien de ontworpen wet richtlijn 93/7/EEG beoogt om te zetten wanneer België de verzoekende Lid-Staat is, moeten de woorden "de centrale autoriteit van de aangezochte Lid-Staat" bovendien vervangen worden door een uitdrukking waarin wordt verwezen naar de door de Belgische Staat aangewezen centrale autoriteit.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men in artikel 6 "die welke" in plaats van "degene die". Overeenkomstig de algemene opmerking nr. 2 schrijve men in de Nederlandse tekst van de artikelen 7, 8, 9, 10, 12, 13 en 14 "verzoekende Staat" waar in de Franse tekst "Etat requérant" te lezen staat. Aan het begin van artikel 7 schrijve men : "Beschouwd wordt als ...". In artikel 12, tweede lid, 6), vervange men het woord "bekomen" door het woord "verkrijgen". In het eerste lid van artikel 14 zou het, onder voorbehoud van de omtrent de artikelen 11, 12 en 14 gemaakte

.../...

opmerkingen, beter zijn te schrijven : "... autoriteiten
aanwijzen die bevoegd zijn om ...".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.